

La difficile coopération des ONG et des militaires sur le terrain des opérations septembre 2006

L'importance de la coopération entre les ONG et les militaires sur le terrain

La distribution rapide et efficace de l'aide humanitaire en situation de crise est facilitée par la coopération sur le terrain entre les ONG (Organisations non-gouvernementales) et les militaires. Les militaires mettent leurs moyens logistiques (matériels, transports) et leurs soldats au service des ONG. Ils pourvoient à la sécurité des humanitaires, s'il y a lieu à celle des camps de réfugiés, et ils protègent le ravitaillement contre toute attaque. Les ONG, de leur côté, fournissent l'aide de manière plus efficace et moins chère que les militaires. Elles apportent leur « savoir-faire » en matière de crise humanitaire (hygiène, purification de l'eau, organisation de camps, distribution de nourriture...), et leur connaissance du terrain, de la population locale et de ses coutumes. Certaines ONG présentes dans le pays depuis de nombreuses années, ont noué de nombreux liens avec la population civile ou les autorités locales. D'autres peuvent être partenaires d'ONG locales et posséder tout un réseau de relations dans la région. Cette connaissance du terrain rend la coopération avec les ONG d'autant plus intéressante que les conflits, lors desquels les militaires étrangers doivent faire face à des sociétés divisées, à l'absence d'infrastructures gouvernementales visibles ou à des autorités locales corrompues et impliquées dans la crise se sont multipliés depuis la fin de la Guerre froide.

Il est important de noter que les militaires doivent appuyer les ONG dans leur action mais sans les remplacer. Ce sont avant tout des instruments de politique étrangère et, à ce titre, leurs actes ne sont pas neutres. Ils ne doivent pas être au cœur de l'action humanitaire mais laisser ce rôle aux ONG. S'ils intervenaient de façon directe, par exemple en distribuant de la nourriture, cela entraînerait une confusion au sein des populations locales entre militaires étrangers et travailleurs étrangers. Ces derniers ne seraient alors plus considérés comme impartiaux par les civils et leur travail en serait rendu encore plus difficile qu'il ne l'est déjà.

Une coopération qui doit surmonter de nombreux obstacles

Malgré l'intérêt qu'une coopération approfondie pourrait avoir pour les humanitaires et les militaires, celle-ci a du mal à prendre racine. Elle doit en effet faire face à de nombreux obstacles, le grand nombre et l'extrême diversité des ONG sur le terrain ainsi que les problèmes de communication (équipement incompatible, procédures de communication différentes, absence de contact pré-établi, barrière de la langue, et faible partage de l'information détenue.) n'étant pas les moindres pour assurer la coordination des différentes actions. Mais si la coopération entre militaires et ONG est si difficile à établir c'est surtout en raison des préjugés et des différences de culture, vision, et valeurs des deux groupes :

la méfiance réciproque entre militaires et humanitaires. Certains officiers voient encore les humanitaires comme des « post-soixante-huitards » attardés, idéalistes et naïfs, inconscients des enjeux politiques et du risque qu'ils prennent. Certaines ONG peu compétentes influencent négativement la vision que les soldats ont du monde humanitaire en général. De leur côté, les humanitaires ont une méfiance innée envers les militaires née d'expériences passées lors desquelles ils ont été témoins d'exactions commises par des soldats.

une culture organisationnelle et des modes opératoires différents. Les ONG accordent une grande liberté d'action à leurs membres, les décisions y sont souvent prises en comité et basées sur le consensus. Les humanitaires ont du mal à comprendre le système très hiérarchisé de prise de décision au sein de l'armée et le connaissent surtout au travers des films américains. Les militaires ont de leur côté du mal à comprendre les différences institutionnelles et procédurales qui existent entre les ONG. On ne peut, par exemple, travailler de la même façon avec MSF (Médecins Sans Frontières) et l'IRC (International Rescue committee).

le temps des militaires n'est pas celui des humanitaires. Les ONG continuent de travailler dans le pays de l'intervention après que les militaires soient partis. Les ONG doivent donc peser les bénéfices qu'elles peuvent tirer à court terme de leur coopération avec les militaires et l'impact négatif que cette coopération pourrait avoir sur leurs relations de long terme avec la population locale.

les différences de valeurs entre militaires et humanitaires. Le militaire est entraîné à faire la guerre, à combattre et à faire un usage calculé de la force, tandis que les ONG sont là pour aider, sauver, soigner. De plus les ONG sont très attachées au principe d'impartialité et à leur indépendance. Ces derniers sont au cœur de l'action humanitaire et de peur de les mettre en danger, de nombreuses ONG évitent le plus possible tout contact avec des militaires et refusent de se voir donner des ordres ou de coordonner leur action avec eux. L'impartialité comme l'indépendance sont une condition d'accès aux victimes puisque contrevenir à ces deux principes pourrait décider des belligérants locaux à empêcher les ONG d'accéder aux populations civiles. La vue de l'uniforme militaire pourrait de plus faire fuir des réfugiés, traumatisés par les violences commises par d'autres soldats. L'impartialité des ONG est aussi une garantie de sécurité puisque si elles étaient assimilées aux militaires étrangers, leurs membres pourraient être pris pour cible par les mouvements armés locaux. Les ONG enfin sont souvent allergiques à toute forme d'ingérence extérieure, y compris militaire, car celle-ci est une entrave à leur liberté d'action.

Différentes pistes pour promouvoir la coopération civilo-militaire

L'instauration de relations avant une crise, en développant une compréhension mutuelle entre les acteurs, permettra d'améliorer une future coopération sur le terrain. Pour augmenter le potentiel de coopération, différentes options sont prônées : la participation croisée à des séminaires organisés par l'armée ou une ONG, la publication de rapports sur les structures, les modes d'organisation et de pensée, la culture des ONG et des militaires, la participation d'humanitaires à des exercices militaires et, enfin, des cours d'application militaires et civils. Les militaires doivent, de plus, se renseigner sur les différentes ONG : leurs compétences, leur champ d'action, leurs capacités financière et logistique. En ce qui concerne la coopération sur le terrain, il faudrait améliorer les différents instruments de coopération qui ont déjà été mis en place : la tenue de réunions régulières et volontaires entre les différents acteurs présents sur le terrain, la mise en place de maisons COCIM (coopération civilo-militaire), l'emploi d'officiers de liaison et l'échange de personnel.